

frage dans la F.G.D.S. qui a permis cette orientation nouvelle du P.S.U. Mais il faut souligner que c'est une cause passive, car les choix stratégiques de 1967 et la nature du conglomerat majoritaire ne créaient pas les conditions d'une progression politique faisant changer le P.S.U. de cap.

Par contre, les couches influencées et influençant le P.S.U. changèrent relativement de cap avec la remontée de la lutte de classe et leur traduction du plan politique.

La direction du parti était apparue unanime pendant toute cette période, il était difficile que des conflits apparaissent après. On s'achemina ainsi vers l'unanimité du Congrès de Dijon à peine troublé par les remarques d'Alain Badiou.

Les « 17 thèses » de Dijon tentaient une synthèse entre technicisme moderniste et un marxisme révolutionnaire fortement teinté d'économisme. Elles entendaient cependant se situer résolument à gauche du réformisme, mais sans aucune analyse sérieuse du stalinisme.

C'est ici, à vrai dire, que la « gauche officielle » du P.S.U. commença à creuser sa tombe. Laisser à Badiou seul l'initiative du débat était une grave erreur.

Il était possible alors de faire apparaître deux lignes au sein du parti, de jeter les bases d'un puissant courant marxiste révolutionnaire. Car Rocard, dont le parti savait confusément qu'il n'avait pas joué un rôle très actif en mai 1968, n'était pas encore « indéracinable ». Et Badiou posait des questions réelles, même si les réponses apportées étaient erronées : l'itinéraire maoïste n'était pas inéluctable pour bien des militants qui se sentaient concernés par ces questions. Quelques mois plus tard, il était sans doute déjà bien tard.

Deux mois après, c'est en effet le départ de De Gaulle et l'élection présidentielle. Sans s'attarder sur les thèmes idéologiques véhiculés par Michel Rocard à cette occasion, il faut souligner que, pour lui, son concurrent principal face à la bourgeoisie est Gaston Defferre. Il suffit, pour s'en convaincre, de réécouter les déclarations qu'il faisait dans la nuit des résultats de l'élection présidentielle. C'est à celui de Gaston Defferre qu'il comparait son résultat électoral pour en conclure à la disparition de la social-démocratie et affirmer la prétention du P.S.U. à animer le courant socialiste. Quant à la candidature d'Alain Krivine, elle était prise comme fait négligeable.

L'introduction du thème de courant socialiste pendant l'année 1969 par un bureau national paraissant unanime en dit long sur certaines des constantes du P.S.U. Ce courant socialiste avait certes vocation à englober tout ce qui bouge à gauche du P.C.F., mais il avait pour fonction d'organiser tous les réformistes déçus par l'effondrement politique de la F.G.D.S. Le P.S.U. entendait être présent pour organiser tout un secteur de la gauche non communiste.

Par ailleurs, les élections présidentielles avaient permis

à Michel Rocard de cristalliser sur sa personne toute la fonction de représentation du parti. Cette situation devait commander l'évolution du parti dans les mois qui viennent. La « gauche » du parti avait choisi sa tactique : refuser tout débat de clarification politique, laisser croire aux militants que tout allait pour le mieux dans le meilleur des bureaux nationaux, abandonner à Rocard les tâches de représentation politique, investir sur la pointe des pieds (parfois chaussés de gros sabots) les secteurs décisifs pour la vie « réelle » du parti, miser sur la radicalisation spontanée des militants. Cette attitude eut plusieurs conséquences.

Faute d'un affrontement clair au sein de la direction du parti, personne n'était en mesure d'opérer les synthèses et les compromis nécessaires. Bien plus que s'il y avait eu affrontement de ligne, le parti était en fait partagé entre toute une série de pratiques contradictoires.

— Au niveau de sa direction, la mode était à la « guerre des tranchées » feutrée. De sa bastille (de son secteur), chacun épiait l'autre. Tant que l'on ne pénétrait pas sur le territoire du voisin, tout allait bien.

— Au niveau des adhérents, c'était un recrutement « tous azimuts ». Le P.S.U. ne recrutait pas sur sa ligne — laquelle ? —, mais sur son absence de ligne. A la limite, cette absence sécurisait : l'adhésion était vécue comme peu contraignante. Du C.E.R.E.S. à *La Cause du Peuple*, en passant par l'A.J.S., toutes les lignes politiques pouvaient ainsi cohabiter. Quelle importance d'ailleurs, puisque le débat politique était pros- crit, puisque le seul problème était de référence à la pratique, et que seuls quelques affreux idéologues osaient parfois insinuer que les lignes politiques pouvaient influencer sur les pratiques politiques. Affronter ce problème eût créé des traumatismes : dans le merveilleux langage de notre parti, on parlait alors de « sensibilités ». Dans ce contexte, le rôle attribué à la formation était particulièrement significatif. Bien sûr, l'incapacité où se trouvait le P.S.U. de former ses militants tenait d'abord à son absence de ligne politique. Mais il y avait plus : c'est que toute formation était vécue comme « dogmatique ». D'où le mode de formation « réfléchissons sur les luttes » dans laquelle Dalbert est passé maître, et qui n'exclut bien entendu aucune manipulation.

Ce type de parti attirait un certain type de militants peu désireux, même s'ils partageaient peu ou prou les orientations (les sensibilités) de tel ou tel groupe, d'assurer les situations groupusculaires, soucieux au contraire de s'investir dans un parti ayant une réalité nationale.

Au niveau des sections et des fédérations, celles-ci s'engageaient dans les initiatives préconisées par la direction au gré de leur humeur. Les initiatives étaient en général prises